

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Groupe Front de Gauche
Le Président**

**Monsieur Michel VAUZELLE
Président du Conseil Régional Provence-
Alpes-Côte d'Azur**

Affaire suivie par Audrey Garino
Ref : GP/AG 13-005

Marseille, le 21 juin 2013

Monsieur le Président,

Chaque jour nous apprenons des menaces ou des suppressions effectives d'emplois dans l'industrie régionale.

En quelques jours, des milliers d'emplois sont en jeu à Kem One, la SNCM ou encore Virgin pour ne citer que le département des Bouches-du-Rhône.

Aujourd'hui c'est l'existence même de la centrale de Gardanne qui est menacée.

En effet le groupe E.ON, dont le plan de sauvegarde de l'emploi a été suspendu par la justice, tente de passer en force.

Il menace de supprimer 535 emplois sur les 850 que compte l'entreprise à l'échelle nationale, plusieurs centaines régionalement, et à abandonner le projet de biomasse, si les organisations syndicales n'entérinent pas unanimement le nouvel « accord » qui leur est proposé.

Le chantage instauré par la direction exigeant des syndicats qu'ils valident la fermeture de tranches de la centrale E. Huchet de Lorraine, les suppressions d'emplois et s'engagent à renoncer à ester en justice contre cet « accord », est inadmissible.

La direction se dit par ailleurs assurée de son bon droit par la mise en œuvre dès début juillet de l'A.N.I. dont la nocivité n'a pas tardé à être démontrée.

.../...

A l'heure où notre région débat de son SRCAE, où l'Etat a lancé un grand débat national autour de la transition énergétique, nous ne pouvons tolérer qu'un outil industriel tel que la Centrale de Provence, qui joue un rôle déterminant pour la sécurité électrique de PACA particulièrement précaire, soit laissé au bon vouloir des actionnaires d'E.ON.

Notre institution, qui s'est déjà positionnée pour soutenir la reconversion d'un groupe de la centrale à la biomasse, ne peut rester silencieuse sur ce dossier.

Nous vous demandons Monsieur le Président, comme nous le faisons nous-même, de saisir le Ministre du Redressement productif et le Préfet de Région pour qu'ils s'impliquent dans ce dossier en exigeant qu'E.ON cesse ses menaces à l'emploi et qu'un vrai projet industriel concourant à la sécurisation de l'approvisionnement électrique de PACA soit élaboré, impliquant la centrale de Gardanne qui en est un des maillons indispensable.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.

Gérard PIEL
Conseiller régional PACA
Conseiller municipal d'Antibes

